

No. 29066

MULTILATERAL

Convention concerning the recognition and updating of civil status booklets (with form and annex). Concluded at Madrid on 5 September 1990

Authentic text: French.

Registered by Switzerland on 29 July 1992.

MULTILATÉRAL

Convention relative à la reconnaissance et à la mise à jour des livrets d'état civil (avec formulaire et annexe). Conclue à Madrid le 5 septembre 1990

Texte authentique : français.

Enregistrée par la Suisse le 29 juillet 1992.

CONVENTION¹ RELATIVE À LA RECONNAISSANCE ET À LA MISE À JOUR DES LIVRETS D'ÉTAT CIVIL

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux de promouvoir et de faciliter la reconnaissance et la mise à jour de leurs livrets d'état civil, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1er

1. Au sens de la présente Convention, un livret d'état civil est un document délivré en vertu de la loi, émanant d'un officier de l'état civil et prévu pour contenir les énonciations originaires et les mentions ultérieures des actes de l'état civil concernant la naissance, le mariage et le décès.

2. Les énonciations et mentions d'état civil portées sur ces livrets sont datées et revêtues de la signature et du sceau ou timbre de l'autorité qui les a portées.

ARTICLE 2

Chaque Etat contractant reconnaît, sans légalisation ou formalité équivalente, aux livrets visés à l'article 1er et délivrés dans un autre Etat contractant, la

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1992, soit le premier jour du troisième mois ayant suivi le mois du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Gouvernement suisse, conformément au paragraphe 1 de l'article 9 :

<i>Participation</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument de ratification ou d'approbation (AA)</i>
France	31 octobre 1991 AA
Espagne*	27 avril 1992

* Voir p. 88 du présent volume pour le texte de la réserve faite lors de la ratification.

valeur probante qu'il reconnaît aux extraits d'actes de l'état civil délivrés dans ledit Etat.

ARTICLE 3

Lorsque les livrets sont établis selon le modèle annexé à la Convention créant un livret de famille international signée à Paris le 12 septembre 1974¹ ou qu'ils contiennent les codes appartenant à une codification approuvée par la Commission Internationale de l'Etat Civil, aucune traduction ne peut en être exigée; à défaut, une traduction peut être demandée par l'autorité devant laquelle ils sont produits.

ARTICLE 4

Quand l'officier de l'état civil d'un des Etats contractants dresse un acte de l'état civil, il met à jour, sur la base de cet acte, lorsqu'ils lui sont présentés, les livrets établis par l'officier de l'état civil d'un autre Etat contractant.

ARTICLE 5

1. L'autorité à laquelle est présenté un livret peut en cas de doute portant sur la date, la signature, le sceau, le timbre ou la qualité du signataire, faire procéder aux vérifications nécessaires par l'autorité qui a délivré ou mis à jour le livret.

2. La demande de vérification peut être faite au moyen d'une formule plurilingue dont le modèle est annexé à la présente Convention.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1129, p. 83.

3. Cette formule est envoyée directement soit à l'autorité qui a délivré ou mis à jour le livret à vérifier, soit à l'autorité centrale éventuellement indiquée par l'Etat signataire, et est accompagnée d'une copie de celui-ci ou, si nécessaire, de l'original.

4. La vérification est opérée gratuitement et la réponse peut être renvoyée directement, le cas échéant avec le livret original. Cette réponse est renvoyée le plus rapidement possible.

ARTICLE 6

Pour l'application de la présente Convention, sont assimilés aux ressortissants d'un Etat contractant, les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi de cet Etat.

ARTICLE 7

1. Chaque Etat contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion dressera, s'il y a lieu, la liste des documents qu'il délivre et auxquels s'applique la présente Convention.

2. Toute liste établie postérieurement ou toute modification apportée à une liste sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse.

ARTICLE 8

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

ARTICLE 9

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de l'Etat qui ratifiera, acceptera, approuvera ou adhérera après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

ARTICLE 10

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil, des Communautés Européennes ou du Conseil de l'Europe pourra adhérer à la présente Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse.

ARTICLE 11

Chaque Etat contractant pourra, lors de la signature, de la ratification prévue à l'article 8 ou de l'adhésion, déclarer que ses officiers de l'état civil n'effectueront pas les mises à jour :

- a) non prévues par sa loi interne ou
- b) dont le contenu est contraire à son ordre public.

ARTICLE 12

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment par la suite, pourra déclarer que la présente

Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

2. Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de la notification.

3. Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

ARTICLE 13

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

ARTICLE 14

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention :

- a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;
- c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;
- d) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet;
- e) les listes des documents , auxquels s'applique la Convention et prévues à l'article 7 et toute modification faite en vertu du second paragraphe de cet article.

2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe 1.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dument autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Madrid, le 5 septembre 1990, en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

Pour la République Fédérale d'Allemagne :

Pour la République d'Autriche :

Pour le Royaume de Belgique :

Pour le Royaume d'Espagne :

[I. F. ARIAS]^{1, 2}

Pour la République Française :

[J. MASSIP]

Pour la République Hellénique :

[G. A. KOUMANTOS]

Pour la République Italienne :

[GIACOMO PERTICONE]

Pour le Grand-Duché du Luxembourg :

Pour le Royaume des Pays-Bas :

Pour la République Portugaise :

[F. M. PEREIRA COELHO]²

Pour la Confédération Suisse :

Pour la République Turque :

[VECDI GÖNÜL]²

¹ Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par le Gouvernement suisse.

² Voir Annexe I de la Convention pour les textes des déclarations faites lors de la signature.

(1) Convention relative à la reconnaissance et à la mise à jour
des livrets d'état civil signée à Madrid le 5 septembre 1980

(2) Vérification du livret d'état civil concernant	(3) Nom et prénoms du ou des intéressés	<input type="text"/>	a
(4) Extrait de l'acte d'état civil	<input type="checkbox"/>		b
(5) Mentions ultérieures à l'extrait de l'acte d'état civil	<input type="checkbox"/>		b
(6) Nature de l'acte d'état civil (mariage, naissance, décès)	<input type="text"/>		a
(7) Numéro de l'extrait	<input type="text"/>		a
(8) Nature de la mention	<input type="text"/>		a

(9) Autorité requérante	(10) Autorité requise
(11) Dénomination et adresse	(11) Dénomination et adresse

(12) La date est-elle exacte ?	<input type="checkbox"/>	b	(16) OUI	<input type="checkbox"/>	b	(17) NON	<input type="checkbox"/>	b
(13) La signature est-elle vraie ?	<input type="checkbox"/>	b	(16) OUI	<input type="checkbox"/>	b	(17) NON	<input type="checkbox"/>	b
(14) Le signataire avait-il qualité ?	<input type="checkbox"/>	b	(16) OUI	<input type="checkbox"/>	b	(17) NON	<input type="checkbox"/>	b
(15) Le sceau ou le timbre est-il authentique ?	<input type="checkbox"/>	b	(16) OUI	<input type="checkbox"/>	b	(17) NON	<input type="checkbox"/>	b
(19) Date, signature, sceau ou timbre			(18) Observations			(19) Date, signature, sceau ou timbre		

(20) a Remplir la case appropriée

(21) b Cocher la case appropriée

(22) La vérification doit être faite gratuitement et le plus rapidement possible ; l'autorité requise renverra le document ci-joint et la présente formule à l'autorité requérante, directement ou par la voie diplomatique.

(1)

(2)

(3)

(4)

(5)

(6)

(7)

(8)

(9)

(10)

(11)

(12)

(13)

(14)

(15)

(16)

(17)

(18)

(19)

(20)

(21)

(22)

A N N E X E IDéclarations faites en application de l'article 7 de la Convention:

- Pour le Royaume d'Espagne: La Convention s'appliquera exclusivement au livret de famille ("Libro de Familia") délivré par le Ministère de la Justice espagnol.

- Pour la République du Portugal: Le livret d'état civil individuel ("Cédula pessoal") est le seul livret d'état civil que le Portugal délivre et auquel s'appliquera la présente Convention.

Déclarations faites en application de l'article 11 de la Convention

- Pour la République du Portugal: Le Portugal déclare que ses officiers de l'état civil n'effectueront pas les mises à jour dont le contenu est -- contraire à son ordre public et qu'ils pourront ne pas effectuer les mises à jour non prévues par sa loi interne.

- Pour la République Turque: En application de l'article 11 de la présente Convention le gouvernement de la République de Turquie déclare que ses -- officiers d'Etat Civil n'effectueront pas les mises à jour
 - a) non prévues par sa loi interne
 - b) dont le contenu est contraire à son ordre public.

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ CONCERNING THE RECOGNITION AND UP-
DATING OF CIVIL STATUS BOOKLETS

The States signatories to this Convention, members of the International Commission on Civil Status, wishing to encourage and facilitate the recognition and updating of their civil status booklets, have agreed on the following provisions:

Article 1

1. For the purposes of this Convention, a civil status booklet is a document issued in accordance with the law by a civil registry official and designed to contain the original particulars of the registration and subsequent remarks by the Civil Registry Office concerning birth, marriage and death.

2. The particulars of registration and subsequent remarks by the Civil Registry Office entered in these booklets shall be dated and signed and bear the seal or stamp of the authority making the entry.

Article 2

Each Contracting State shall, without authentication or equivalent formalities accord, to the booklets referred to in article 1 and issued in another Contracting State, the same validity as that accorded to extracts from civil registry certificates issued in the said State.

Article 3

When booklets are drawn up conforming to the model annexed to the Convention establishing an international family record booklet, signed at Paris on 12 September 1974,² or when they contain codes forming part of a codification system approved by the International Commission on Civil Status, a translation cannot be required; in other cases, a translation may be requested by the authority to whom the booklets are submitted.

Article 4

When the civil registry official of one Contracting State draws up a certificate of civil status, he shall, on the basis of that certificate, update booklets drawn up by the civil registry official of another Contracting State when they are submitted to him.

¹ Came into force on 1 July 1992, i.e., the first day of the third month following the month of deposit of the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession with the Government of Switzerland, in accordance with article 9 (1):

<i>Participant</i>	<i>Date of deposit of the instrument of ratification or approval (AA)</i>
France	31 October 1991 AA
Spain*	27 April 1992

* See p. 88 of this volume for the text of the reservation made upon ratification.

² United Nations, *Treaty Series*, vol. 1129, p. 83.

Article 5

1. If the authority to which a booklet is submitted has any doubt regarding the date, signature, seal, stamp or capacity of the signatory, he may request that the authority which issued or updated the booklet carry out the necessary verifications.
2. The request for verification may be made by means of a multilingual form, a model of which is annexed to this Convention.
3. This form shall be sent directly either to the authority which issued or updated the booklet to be verified, or to any central authority which may be indicated by the signatory State, and shall be accompanied by a copy of the booklet or, if necessary, by the original.
4. The verification shall be made free of charge and the response may be sent directly, where applicable, with the original booklet. This response shall be sent as quickly as possible.

Article 6

For the application of this Convention, refugees and stateless persons whose personal status is determined by the law of a Contracting State shall be assimilated to the nationals of that State.

Article 7

1. Each Contracting State shall, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession, draw up, if applicable, a list of the documents which it issues and to which this Convention shall apply.
2. The Swiss Federal Council shall be notified of any list drawn up subsequently or of any modification made to a list.

Article 8

This Convention shall be ratified, accepted or approved and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Swiss Federal Council.

Article 9

1. This Convention shall enter into force on the first day of the third month following the month in which the second instrument of ratification, acceptance, approval or accession is deposited.
2. For any State which ratifies, accepts, approves or accedes to this Convention after its entry into force, the Convention shall take effect on the first day of the third month following the month in which the instrument of ratification, acceptance, approval or accession is deposited by that State.

Article 10

Any State member of the International Commission on Civil Status, the European Communities or the Council of Europe may accede to this Convention. The instrument of accession shall be deposited with the Swiss Federal Council.

Article 11

Each Contracting State may, at the time of signature, of the ratification referred to in article 8, or of accession, declare that its civil registry officials shall not perform updates:

- (a) Which are not provided for by its internal legislation, or
- (b) The contents of which are contrary to public order in that State.

Article 12

1. Any State may, at the time of signature, ratification, acceptance, approval or accession or subsequently at any time, declare that this Convention will be applicable to one or more or all of the territories for which it has international responsibility.

2. This declaration shall be addressed to the Swiss Federal Council and the extension of applicability shall take effect at the time of the entry into force of the Convention for the said State or, subsequently, on the first day of the third month following the month in which the notification is received.

3. Any declaration of extension of applicability may be withdrawn by notification addressed to the Swiss Federal Council, and the Convention shall cease to be applicable to the designated territory on the first day of the third month following the month in which said notification is received.

Article 13

1. This Convention shall remain in force indefinitely.

2. However, any State Party to this Convention shall have the option of denouncing it at any time upon the expiry of a one-year period after the date of the entry into force of the Convention for the said State. The notification of denunciation shall be addressed to the Swiss Federal Council and shall take effect on the first day of the third month following the month in which such notification is received. The Convention shall remain in force in the other States.

Article 14

The Swiss Federal Council shall inform the States members of the International Commission on Civil Status and any other State which has acceded to this Convention of:

(a) The deposit of any instrument of ratification, acceptance, approval or accession;

(b) Any date of entry into force of the Convention;

(c) Any declaration regarding the territorial extension of the Convention or its withdrawal, together with the date on which such declaration shall take effect;

(d) Any denunciation of the Convention and the date on which it shall take effect;

(e) The lists of documents to which the Convention shall apply, as provided for in article 7, and any modifications made in accordance with article 7, paragraph 2.

2. The Swiss Federal Council shall inform the Secretary-General of the International Commission on Civil Status of any notification made in application of paragraph 1 above.

3. As soon as this Convention enters into force, a certified true copy thereof shall be transmitted by the Swiss Federal Council to the Secretary-General of the United Nations for registration and publication, in accordance with Article 102 of the Charter of the United Nations.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at Madrid on 5 September 1990 in a single copy in the French language which shall be deposited in the archives of the Swiss Federal Council, and a certified true copy of which shall be transmitted through the diplomatic channel to each State member of the International Commission on Civil Status and to each acceding State. A certified true copy shall also be transmitted to the Secretary-General of the International Commission on Civil Status.

For the Federal Republic of Germany:

For the Republic of Austria:

For the Kingdom of Belgium:

For the Kingdom of Spain:

[I. F. ARIAS]^{1, 2}

For the French Republic:

[J. MASSIP]

For the Hellenic Republic:

[G. A. KOUMANTOS]

For the Italian Republic:

[GIACOMO PERTICONE]

For the Grand Duchy of Luxembourg:

For the Kingdom of the Netherlands:

For the Portuguese Republic:

[F. M. PEREIRA COELHO]²

For the Swiss Confederation:

For the Republic of Turkey:

[VECDI GÖNÜL]²

¹ Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the Government of Switzerland.

² See Annex I of the Convention for the texts of the declarations made upon signature.

- (1) Convention concerning the recognition and updating of civil status booklets, signed at Madrid on 5 September 1990

-
- | | | |
|---|--|---|
| (2) Verification of the civil status booklet concerning | (3) First and last names of person or persons concerned <input type="text"/> | a |
| (4) Extract from certificate of civil status | <input type="text"/> | b |
| (5) Subsequent remarks relating to the extract from certificate of civil status | <input type="text"/> | b |
| (6) Type of certificate of civil status (Marriage, birth, death) | <input type="text"/> | a |
| (7) Number of the extract | <input type="text"/> | a |
| (8) Type of remark | <input type="text"/> | a |
-

- | | |
|----------------------------------|---|
| (9) Authority making the inquiry | (10) Authority to which the request is made |
| (11) Name and address | (11) Name and address |
-

- | | | | | | |
|---|---|-------------------------------------|---|------------------------------|---|
| (12) Is the date correct? <input type="text"/> | b | (16) Yes <input type="text"/> | b | (17) No <input type="text"/> | b |
| (13) Is the signature authentic? <input type="text"/> | b | (16) Yes <input type="text"/> | b | (17) No <input type="text"/> | b |
| (14) Does the signatory have capacity? <input type="text"/> | b | (16) Yes <input type="text"/> | b | (17) No <input type="text"/> | b |
| (15) Is the seal or stamp authentic? <input type="text"/> | b | (16) Yes <input type="text"/> | b | (17) No <input type="text"/> | b |
| | | (18) Comments | | | |
| (19) Date, signature, seal or stamp | | (19) Date, signature, seal or stamp | | | |
-

- | | |
|----------------------------------|--------------------------------|
| (20) Fill in the appropriate box | (21) Check the appropriate box |
|----------------------------------|--------------------------------|
-

- (22) The verification must be made free of charge and as quickly as possible; the authority to which the request is made shall return the attached document and this form to the authority making the inquiry directly or through the diplomatic channel.

(1)

(2)

(3)

(4)

(5)

(6)

(7)

(8)

(9)

(10)

(11)

(12)

(13)

(14)

(15)

(16)

(17)

(18)

(19)

(20)

(21)

(22)

ANNEX I

Declarations made in accordance with article 7 of the Convention

For the Kingdom of Spain: The Convention shall apply exclusively to the family booklet (“*Libro de Familia*”) issued by the Ministry of Justice of Spain.

For the Portuguese Republic: The individual civil status booklet (“*Cédula pessoal*”) is the only civil status booklet issued by Portugal and to which this Convention shall apply.

Declarations made in accordance with article 11 of the Convention

For the Portuguese Republic: Portugal declares that its civil registry officials shall not perform updates the contents of which are contrary to public order in Portugal, nor may they perform updates which are not provided for by its internal legislation.

For the Republic of Turkey: In accordance with article 11 of this Convention, the Government of the Republic of Turkey declares that its civil registry officials shall not perform updates:

- (a) Which are not provided for by its internal legislation;
- (b) The contents of which are contrary to public order in Turkey.

RESERVATION MADE
UPON RATIFICATION*SPAIN*RÉSERVE FAITE
LORS DE LA RATIFICATION*ESPAGNE*

[SPANISH TEXT — TEXTE ESPAGNOL]

"España, de conformidad con el artículo 11 del Acuerdo, declara que sus Encargados del Registro Civil no efectuarán las actualizaciones que no se hallen previstas por su ley interna o cuyo contenido sea contrario a su orden público."

[TRANSLATION]

Spain, in accordance with article 11 of the Convention, declares that its civil registry officials will not carry out any updating that is not provided for in its domestic legislation or the content of which is contrary to its public order.

[TRADUCTION]

Conformément à l'article 11 de la Convention, l'Espagne déclare que ses officiers de l'état civil n'effectueront pas les mises à jour non prévues par sa loi interne ou dont le contenu est contraire à son ordre public.